Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 29 DÉCEMBRE 1841.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Budget de l'Intérieur pour l'exercice 1842.

MESSIEURS ,

Nommé rapporteur de la Commission à laquelle vous avez renvoyé le projet de loi contenant le Budget du Département de l'Intérieur pour l'exercice 1842, je vais avoir l'honneur de vous soumettre le résultat de son examen.

CHAPITRE PREMIER.

Administration Centrale.

Les sommes portées aux 4 articles qui le composent, sont les mêmes que celles allouées pour 1841, sauf les différences suivantes :

1°. Augmentation de 25,000 fr. à l'art. 2, *Traitemens des fonctionnaires*, provenant du transfert des *Sciences et Arts* qui étaient du ressort des Travaux publics.

2°. Augmentation de 4,000 fr. à l'art. 2, *Matériel*, provenant de 2,000 fr. de transfert résultant de la même cause que ci-dessus, et de 2,000 fr. pour dépenses relatives à l'ameublement de l'hôtel du Ministre.

3°. Augmentation de 2,000 fr. à l'art. 3, *Frais de déplacemens*, laquelle somme est diminuée au chapitre XVIII, qui n'est plus que de 18,000 fr au lieu de 20,000 fr. alloués aux exercices précédents.

Votre Commission croit devoir appeler votre attention sur le nombre trop considérable des employés. Elle désirerait que M. le Ministre pût entrer dans les vues de votre Commission qui avait été chargée du rapport sur le Budget de 1841, relativement à la nécessité d'une nouvelle répartition du travail des bureaux, en alliant autant que possible le droit des positions acquises, avec les intérêts du service et ceux du trésor. Son opinion était néanmoins que si le nombre des employés devrait être réduit, il est plusieurs fonctionnaires dont le traitement pourrait même être augmenté.

Votre Commission espère qu'on a eu également égard aux observations si souvent renouvelées dans cette enceinte, sur la nécessité d'inventaires régulièrement tenus, tant du matériel des bureaux que de l'hôtel du Ministre.

CHAPITRE II.

Pensions, Secours et Statistique générale.

Les quatre articles offrent les mêmes sommes qu'aux exercices précédens, si ce n'est une augmentation à l'art. 3 provenant d'un transfert de 2,000 fr. affecté précédemment au Département des Travaux publics.

CHAPITRE III.

Frais de l'Administration dans les Provinces.

Mêmes allocations qu'au Budget de 1841, sauf une augmentation justifiée de 1,695 francs pour la province de Namur.

Votre Commission exprime de nouveau le vœu de voir, dans l'intérêt de l'Administration, réduire en quelques provinces le nombre des arrondissements.

En rendant les places importantes, on est, en même tems, plus à même de trouver des hommes capables.

La Commission a vu avec plaisir que le Gouvernement ait eu égard aux vœux exprimés dans le rapport de l'année dernière, en se disposant à présenter un projet de loi remédiant aux vices signalés dans la Loi communale.

CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux.

L'article 1^{er} est le même que pour 1841, et le second, suite de la loi du 10 avril 1841, est d'autant plus conforme aux vues du Sénat, que l'idée des plans généraux de délimitation des chemins vicinaux provient de l'initiative de ce corps.

Votre Commission espère que ce travail important sera terminé dans le terme prescrit à celui qui s'en est chargé, et qu'il sera exécuté avec la perfection que le spécimen qui nous a été soumis précédemment nous donne lieu d'attendre.

CHAPITRE V.

Service de santé.

Point de changement à ce chapitre, sinon que les frais de l'Académie Royale de Médecine nouvellement instituée, seront imputés sur cette allocation.

CHAPITRE VI.

Archives du Royaume.

Depuis plusieurs exercices ce crédit n'a pas subi d'altérations.

CHAPITRE VII.

Fêtes Nationales.

Même allocation qu'aux exercices 1840 et 1841.

CHAPITRE VIII.*Dépenses diverses et extraordinaires.*

Les deux premiers chapitres, concernant les eaux de Spa, offrent les mêmes sommes qu'aux deux exercices précédents.

Ils sont la conséquence d'un contrat qui, comme vous le savez, expire en 1846, et votre Commission renouvelle le vœu, souvent exprimé au Sénat, de voir passer sous un autre libellé, dans les Budgets de l'État, les articles concernant cet objet.

L'art. 3, *Subside unique* pour la reconstruction d'une caserne de gendarmerie à Maseyck, est nouveau. Il paraît justifié par la position exceptionnelle de la province de Limbourg; mais, par cette allocation, la législation ne doit point être liée, s'il s'agissait d'une demande semblable faite par toute autre localité.

CHAPITRE IX.*Agriculture.*

Ce chapitre, s'élevant à 567,500 fr. pour 1841, est réduit à 555,500 fr.

Diminution, 12,000 fr.

Il est comme précédemment divisé en 9 litteras, et votre Commission exprime de nouveau le désir, souvent manifesté dans cette assemblée, de le voir partager en trois articles, savoir : 1^o l'École Vétérinaire; 2^o le Haras et ce qui se rapporte à l'amélioration de la race des chevaux; 3^o les autres objets concernant l'Agriculture.

Voici la nomenclature des litteras :

Litt. A. École Vétérinaire. fr. 149,500

Litt. B. Jury d'examen pour la Médecine vétérinaire. 4,000

La Commission ayant demandé des renseignements sur les Cours d'Agriculture qui viennent d'être annexés à l'École, il a été répondu que le Gouvernement vient de louer une ferme avec 20 hectares de terre, située à un quart de lieue de l'École, pour servir aux cours pratiques, y tenter les meilleurs croisements des espèces bovines et ovines, y constater l'utilité de toutes les céréales dont la semence ne sera plus distribuée qu'après en avoir reconnu la bonne qualité.

La Commission, sans se prononcer sur l'utilité de cette ferme, espère que le résultat de cette nouvelle dépense répondra aux intentions du Gouvernement.

Litt. C. Amélioration de la race des chevaux. fr. 250,000 »

L'annexe C au rapport de la Chambre des Représentants donne le détail de la somme allouée au Budget de 1841.

Les réglemens à porter dans les provinces pour l'exécution de l'arrêté royal du 7 décembre 1840 sont déjà approuvés pour le Brabant, la Flandre Orientale, le Luxembourg et le Hainaut, et c'est seulement en 1842 que les premières dépenses seront faites sur le fonds de 30,000 fr. alloué par le crédit arrêté.

Litt. D. Subside à la Société d'Horticulture de Bruxelles, fr. 24,000 »

Augmentation de. fr. 12,000 »

C'est la suite d'une convention conclue entre le Gouvernement et cette Société, le 11 juillet 1841. Cette convention a pour but de conserver à la capitale, un établissement qui fait honneur au pays. La Société s'engage à ne pas le vendre tant que le Gouvernement paye le subside annuel de 24,000 fr. , mais il est formellement entendu, que le refus de cette allocation par le pouvoir législatif, fait tomber, de plein droit, la convention.

Litt. E. Fonds d'agriculture.	fr. 80,000 »
Litt. F. Prime pour les vers à soie.	4,000 »
Diminution.	12,000 »
Litt. G. Culture de la Garance.	30,000 »

La Commission voit avec satisfaction que cette allocation se distribue en primes, plutôt qu'en subsides, et que déjà des séchoirs publics ont été établis dans deux localités. C'est le principal moyen de venir en aide aux cultivateurs de Garance; il est à désirer que de semblables établissements puissent être élevés dans les autres parties du pays où le besoin s'en fait sentir.

Litt. H. Achats à l'étranger d'animaux domestiques.	fr. 40,000 »
---	--------------

Pour obtenir un bon résultat de la vente de ces animaux , il conviendrait qu'elle eût lieu non seulement à Bruxelles, mais aussi dans les provinces, en ayant égard préalablement aux espèces les plus analogues aux diverses races du pays, qu'il s'agit d'améliorer.

Litt. I. Supplément au 3 ^e tiers du fonds de non-valeurs, fr.	24,000 »
--	----------

CHAPITRE X.

Milice.

Point de différence.

CHAPITRE XI.

Garde Civique.

Même crédit.

La Commission prend note, avec satisfaction, de l'annonce faite par M. le Ministre à la section centrale de la Chambre des Représentants, qu'une nouvelle loi élaborée et remise à une Commission, sera bientôt soumise à la législature, et réorganisera cette institution si éminemment nationale et si utile à l'ordre public.

CHAPITRE XII.

Récompenses honorifiques et pécuniaires.

Comme aux quatre exercices précédents.

CHAPITRE XIII.

Dotations de la légion d'honneur.

Point de changement.

Il serait rationnel que les pensions accordées sur ce chapitre à certaine catégorie de décorés de la croix de fer formassent un article à part.

CHAPITRE XIV.

Commerce.

En détachant de ce Chapitre le crédit de 400,000 fr., pour la navigation transatlantique, qui formera un projet de loi à part cette année, ce Chapitre s'élevait pour 1841, à fr. 275,000 »

Il est demandé pour 1842, 407,500 fr., augmentation de. 132,500 »

L'art. 1^{er} se subdivise en quatre lettres :

A. École de navigation. 16,000 »

B. Chambres de Commerce. 12,000 »

Par suite de la loi qui met à la charge de l'État, le tiers des frais de ces Chambres.

C. Frais de publication et de rédaction de la Statistique Commerciale. 52,000 »

D. Subside à l'industrie cotonnière 70,000 »

En exécution de la convention conclue, le 24 octobre 1839, avec la Banque d'Industrie d'Anvers.

E. Frais divers. 12,500 »

Les articles 3 et 4, *Permis pour navires et pêche nationale*, présentent les mêmes allocations qu'au Budget précédent.

L'art. 2, *Encouragemens pour la navigation entre les ports Belges et ceux d'Europe*, est nouveau. 100,000 »

Quoique le libellé de cet article comprenne quelques restrictions, pour ne pas engager trop fortement l'État et pour que ce subside puisse être réparti entre plusieurs services, votre Commission eût désiré que cet article eût fait l'objet d'un projet de loi séparé.

Tout en donnant son assentiment à ce crédit, elle recommande donc fortement à M. le Ministre, de s'entourer de toutes les lumières possibles avant de passer à l'exécution de cet article. Du reste, M. le Ministre comprend lui-même (voir la note incluse au rapport de la Section Centrale de la Chambre des Représentants), combien il est nécessaire de bien établir avec les particuliers ou les Sociétés qui se présenteront pour ces services, des conditions qui satisfassent l'intérêt du Commerce, de l'Industrie et du Trésor.

Le choix des lignes à favoriser est important, mais on peut certainement indiquer, comme méritant attention, celle entre les ports Belges et l'Angleterre, qui est exploitée, presque sans concurrence, par une compagnie étrangère.

CHAPITRE XV.

Industrie.

Ce chapitre comprenait, pour 1841, des allocations montant à 154,000 fr., en déduisant les 100,000 fr. accordés pour l'exposition nationale de cette année.

Le crédit qui nous est demandé, est de 225,000 fr.

Différence en plus 71,000 fr.

L'art. 1, *Encouragemens à l'Industrie*, qui, d'après la première proposition du Gouvernement, ne s'élevait qu'à 77,000 fr., a été porté ensuite d'une

demande de M. le Ministre et de la discussion à l'autre Chambre, à 152,000 fr. répartis comme suit :

1 ^o Pour achats de machines, voyages, etc.	fr. 50,000 »
2 ^o Enquêtes industrielles.	22,000 »
3 ^o Subside en faveur de l'industrie linière, et à des écoles d'arts et métiers, et ateliers d'apprentissage.	100,000 »
Total.	fr. 152,000 »

Votre Commission applaudit à l'intention de venir en aide à l'industrie linière pour rendre moins pénible la transition entre l'ancien état de cette industrie et la transformation qu'elle devra nécessairement subir par la propagation des mécaniques à filer ; mais les subsides à accorder, tomberaient en pure perte, surtout par leur répartition trop divisée entre les communes qui y auraient droit, si, pour seconder le Gouvernement, ces communes, les provinces, des Sociétés, des industriels, des hommes amis de leur pays, ne venaient joindre leurs efforts et leurs moyens à ceux du Gouvernement.

A la faveur de cette réunion de fonds, on pourrait surtout acheter à la récolte et tenir en réserve pour les vendre à prix modéré aux petits cultivateurs, les lins de bonne qualité qu'ils ne peuvent plus se procurer plus tard lorsque les marchés en sont dépourvus.

L'art. 2, *Musée de l'Industrie*, présente le même chiffre que précédemment.

L'art. 3 n'était porté au Budget précédent qu'à fr. 24,000. Augmentation pour 1842 de fr. 9,000 ; mais la somme de 33,000 fr. pour lequel il figure se retrouve sur le produit des Brevets d'invention, porté aux Voies et Moyens pour la somme de 55,000 fr.

CHAPITRE XVI.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Enseignement supérieur.

Les art. 1 et 2 n'ont donné lieu à aucune observation et offrent les mêmes sommes que pour 1841.

Enseignement moyen.

Les art. 3 et 5 sont les mêmes qu'en 1841.

L'art. 4 présente une majoration de 29,100 fr.

Il se divise en deux littéras :

A. Subsidés aux établissements d'enseignement moyen, fr.	136,600 »
B. Enseignement industriel.	30,500 »
fr.	167,100 »

La Commission, persuadée des bons effets qui doivent résulter de l'extension à donner à l'enseignement industriel, s'applaudit de voir que cet objet ait attiré la sollicitude du Gouvernement.

Enseignement primaire.

ART. 6. La majoration de 25,000 fr. est particulièrement destinée aux constructions d'écoles dans les communes rurales.

Ainsi que votre Commission du Budget pour 1840 vous le faisait observer, ces constructions éminemment utiles pourraient réunir un double avantage. On pourrait, dans certaines localités, établir sous le même toit, sans grand supplément de frais, et l'école et la salle pour l'administration communale dont les réunions n'ont bien souvent lieu que dans des maisons particulières et même dans des cabarets, inconvénient dont il est aisé de comprendre la portée.

CHAPITRE XVII.

ART. 1. <i>Lettres et Sciences.</i>	
Augmentation, fr.	12,000 »
ART. 2. <i>Beaux-Arts.</i>	
Augmentation, fr.	18,971 »
ART. 3. <i>Exposition triennale.</i>	
Est nouveau, fr.	20,000 »
ART. 4. <i>Monument de la Place des Martyrs.</i>	
Diminution, fr.	13,000 »
ART. 5. <i>Monumens à élever aux grands Hommes.</i>	
Est nouveau, fr.	50,000 »
ART. 6. <i>Subsides aux villes pour la conservation des Monumens, et Commission Royale des Monumens, n'a pas subi de changement.</i>	

Sans contester l'allocation de 55,000 fr., comprise à l'article 2 pour le *Conservatoire de Musique* de Bruxelles, la Commission croit devoir vous signaler les augmentations successives que cette dépense prend d'année en année.

Elle approuve au même article l'emploi du crédit pour l'*Académie* d'Anvers, mais elle estime que M. le Ministre aurait dû, avant d'en faire usage, l'obtenir du pouvoir législatif.

Elle pense que le *Monument de la Place des Martyrs* a déjà absorbé des sommes assez considérables et qu'il importe de ne plus en étendre la dépense.

CHAPITRE XVIII.

Dépenses Imprévues.

De 20,000 fr., ce chapitre est réduit à 18,000 fr., par suite du transfert de 2,000 fr. à l'art. 4 du Chapitre 1.

Messieurs, les augmentations que j'ai eu l'honneur de vous signaler s'élèvent à 545,168 fr. 75 c.

Les diminutions et les transferts à 58,000 fr. Reste donc toujours l'énorme augmentation de 487,168 fr. 75 c. Nous ne contesterons point l'utilité des crédits nouveaux qui ont motivé cette augmentation, mais il faut reconnaître aussi qu'il en est de plus ou moins urgents; les uns peuvent porter des fruits prompts et certains, les autres n'offrent que des résultats plus éloignés ou bien sont en quelque sorte de luxe. Malgré l'espoir qu'on nourrit de voir se réaliser les prévisions du Budget des Voies et Moyens pour 1842, les économies seront toujours le meilleur moyen de mettre l'équilibre dans nos finances.

(8)

M. le Ministre apportera sans doute tous ses soins pour n'user qu'avec circonspection des crédits que le présent Budget lui ouvre. Votre Commission a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du projet de loi.

Bruxelles, le 29 décembre 1841.

Le Baron DE MACAR.

Le Baron DE STASSART.

H. DELLAFAILLE.

A. VAN MUYSEN.

BIOLLEY, Rapporteur.